L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 FEVRIER 1885. 58ème Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 19 FEVRIER 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00

Non forme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$2 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75

Non forme deux feuilletons.

VENTES DE CE JOUR.

Par Jas. P. Guinault, rue Bourgogne No 218, entre St. Philippe et Dumaine, meubles, argenterie, bijouterie.

Par Hoey & O'Connor, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles, actions et bons.

La variété des cultures.

Nous avons en ce moment, au milieu de nous, une multitude de planteurs, de fermiers, petits et grands. Deux choses les ont attirés à la Nouvelle-Orléans: l'Exposition, qui excite justement leur curiosité; les fêtes du carnaval, aux quelles ils ne manquent jamais d'assister. Ils ne sont pas riches, et leur libéralité naturelle souffre beaucoup des économies qu'ils sont obligés de faire durant leur séjour. Rien d'instructif, à la fois, et de triste, comme leur conversation : la gêne est générale, les plaintes à peu près unanimes; la concurrence a appauvri les uns, les inondations ont ruiné les autres.

Vous en rencontrez qui ont abandonné la culture de la canne et ne s'en trouvent pas plus riches; d'autres qui ont semé du maïs au lieu de coton et n'ont pas vu leur situation s'améliorer d'une façon sensible.

C'est toujours et invariablement la manie de l'unité de culture qui possède nos agriculteurs. Il ne se passe pas de semaine que nous n'ayons à relater le fait suivant : M. tel ou tel a roulé toutes ses cannes ; il n'en veut conserver aucune pour la semence, il va faire du riz—c'est-à-dire que, fatigué d'une culture exclusive qui ne lui rapporte plus de quoi vivre, il se jette dans une autre, non moins exclusive, qui, dans deux ou trois ans, le placera probablement dans une situation aussi embarrassée.

Le remède au mal, il le cherche dans le changement; il ne l'y trouvera pas. Il est autre part: dans la variété, dans l'adoption des cultures auxiliaires; il est dans l'emploi des méthodes consacrées par le temps et l'expérience, parmi les fermiers de l'Ouest, du Nord et de l'Europe.

Visitez les établissements agricoles de ces contrées; vous y verrez du *blé*, du seigle, du maïs, des pommes de terre, des pois, des sainfoins—tout ce qui peut être vendu sur le marché, tout ce qui peut servir à l'alimentation du personnel et des animaux de trait et domestiques de la ferme; dans les étables, des vaches, des moutons, des porcs, de la volaille—tout ce qui est susceptible d'ajouter au revenu, de tirer les terres fraîches ou usées, le laitage et les œufs, nécessaires à la nourriture de la famille et des employés. L'établissement revêt le caractère d'un monde complet, qui tend à se suffire à lui-même, à n'avoir besoin, que le moins possible, des secours du dehors—de façon que le fermier est toujours à sortir de chez lui pour vendre, jamais pour acheter.

S'il y a une vérité hors de toute contestation, c'est que le protectionnisme a, en une vingtaine d'années, prodigieusement enrichi les Etats-Unis. La ferme bien constituée est le modèle de ce système économique. L'agriculteur qui connaît à fond son métier a l'horreur des importations ou des achats; il ne vise qu'à exporter ou à vendre.

Transportez-vous maintenant dans nos campagnes; pénétrez dans une habitation située le long du fleuve ou d'un bayou quelconque—c'est presque toujours dans ces conditions que l'on a élevé les fermes, dans notre Etat; les sucre d'een sont, pour elles, d'un puissant secours, attendu qu'ils leur procurent les moyens de communication à bon marché. Vous y trouverez, presqu'invariablement, le long de la rivière, des terres assez élevées et très fertiles; plus loin, dans l'intérieur, un sol plus bas, souvent marécageux, dont le planteur ne sait que faire. Sur ses bonnes terres, il plante la canne ou sème le coton, suivant qu'il habite la haute ou la basse Louisiane; le reste du terrain est, les trois quarts du temps, perdu. Au lieu de mettre la canne ou le coton de côté, pour ne s'occuper que du riz, comme le font maintenant les planteurs qui se vantent de faire de la réforme, pourquoi ne continuent-ils pas à se livrer aux mêmes cultures? Pourquoi n'y ajoutent-ils pas celle du riz, sur les terrains bas, qui n'y prêtent admirablement? Ne serait-ce pas là deux sources de revenu, au lieu d'une seule, à laquelle ils se sont condamnés jusqu'ici? Pourquoi ne réconcilieraient-ils pas, en même temps, du coton et du riz, ou du sucre et du riz? Ils trouveraient, dans cette nouvelle direction de leur ferme, d'immenses avantages. Le riz mûrit au mois d'août. On peut, aisément, le récolter, le nettoyer, l'écaler, en septembre, de manière à le mettre en vente du 1er au 15 octobre. Le planteur touche alors son argent et se trouve en fonds pour commencer sa roulaison.

Qu'on nous permette de citer un ou deux exemples, bien frappants, de ce que nous avançons:

Dans la paroisse Iberville, un planteur assorier, qui avait des terres en friche, s'avisa d'en semer 200 acres en riz; il sécheta, dans ce but, 115 barils de semence—tout ce quoi fut le résultat de son essai? Il récolta 4600 barils de riz brut, qu'il vendit $4,15 le baril. A la fin d'octobre, il avait touché son argent et il comme quit à la roulaison, sans crainte d'être arrêté dans ses travaux par le manque d'argent.

Un autre planteur de la même paroisse suivait ce premier exemple avec autant de succès; il ajoutait à sa récolte de cannes celle du riz. De 190 acres, il tirait 4300 barils, qu'il revendait ensuite à des prix variant de $4,10 à $5,75. En octobre, il avait en caisse une somme ronde qui lui permettait de ne rien épargner pour mener à bien sa roulaison.

Que répondre à des faits semblables? Ne prouvent-ils pas que la variété des cultures est la seule voie de salut pour nos agriculteurs?

Une dernière citation. Une habitation avait été inondée, une crevasse en avait détruit; toutes les semences de plantes étaient au désespoir. Heureusement, séchant à un ouragan d'ami—à tout hasard, à une époque si avancée de l'année, que le succès lui semblait impossible—il ensemença 200 acres en riz. Il récolta, en septembre, 3550 barils, il en garda 500 pour la semence et vend le reste à $4 50 le baril. La culture de la canne l'avait ruiné, il avait contracté des dettes qu'il ne pouvait payer; c'est une résolution désespérée, prise au dernier moment, qui le sauve et lui permet de s'acquitter envers ses créanciers.

Ces citations, et bien d'autres que nous pourrions y ajouter, démontrent jusqu'à l'évidence, que les deux cultures simultanées sont non seulement possibles, mais désirables. Il serait même mieux d'en ajouter une troisième, qui donnerait un nouveau revenu.

Ce n'est pas la première fois que nous émettons le sujet de la variété des cultures; peut-être même trouvera-t-on dérangé que nous y revenions si souvent: C'est que nous croyons remplir un devoir impérieux en le faisant. Possédions pas que la Louisiane est, grand tout, un Etat agricole, qu'elle est bi n appauvrie, qu'elle ne peut trouver de salut que dans le relèvement de son industrie agricole, que ce relèvement ne se produira que par la variété des cultures. Grâce à cette réforme, nos campagnes retrouveront un peu de leur aisance d'autrefois, et nous verrons la prospérité renaître bien vite dans notre métropole.

LOUISIANE.

Le *Weekly Observer*, Pointe-à-la-Hache, paroisse Plaquemines, du 14 février:

Le Mississippi à beaucoup baissé depuis peu de jours, mais le temps est humide, froid, extrêmement désagréable.

—Le "Jessie K. Belle" profite de l'affluence attirée à la Nouvelle Orléans par l'Exposition et le Carnaval, pour faire quelques voyages aux Jetées Eads.

—Nous appelons l'attention des propriétaires riverains du fleuve, qui négligent ou refusent de réparer leurs chemins et leurs levées, conformément à l'ordonnance du jury de police de la paroisse sur la condamnation à laquelle ils s'exposent, de par de cette même ordonnance.

L'autorité devrait leur appliquer la loi dans toute sa rigueur, et faire les réparations voulues, à leurs frais.

Le *Banner*, paroisse Pointe-Coupée, du 14 février :

Le temps charmant que nous avions, depuis trois semaines, vient de changer subitement. Nous avons eu, le 11, de la pluie, de la neige, du verglas, une température extrêmement désagréable. Mais les trois semaines qui ont précédé, avaient été très favorables aux travaux des champs, qui sont très avancés.

—Les levées de la paroisse, depuis Hermitage jusqu'à l'ancienne propriété Morrison, ont été fort bien réparées. Les travaux sont achevés. Nous apprenons également que la seconde digue de Waterloo a été parfaitement réparée. Il n'y a plus de danger à redouter de ce côté. C'est notre shérif, l'actif M. E. G. Bender, qui s'est chargé des travaux; il a pu les accomplir, grâce aux souscriptions qu'il a recueillies.

—Parmi les bons citoyens qui ont montré du zèle pour réparer les ruse le long de leurs propriétés, il faut citer, au premier rang, M. T. Mix. La route qui passe devant sa propriété est en excellent état.

—Les eaux se sont retirées presque partout, à l'heure qu'il est; il y a, pourtant certains endroits où le passage est encore difficile. Cette situation se prolongera certainement quelque temps.

—Nous apprenons avec plaisir que nos voisins de l'Atchafalaya ont achevé leurs travaux; les levées Simpson et Callahan sont hors de danger; il en est de même des autres, au-dessus et au-dessous de celle que nous venons de nommer.

—Mariés, à l'église Ste-Marie, M. J. Marcy Lebeau à Mlle Hesilda Samson; M. Hochandale à Mlle Alice Irma Brown.

—Nous trouvons, dans l'ouvrage de William Darby, la description suivante de l'Atchafalaya pendant les automnes de 1807, 1808 et 1809, l'auteur avait eu de fréquentes occasions de visiter les rives de l'Atchafalaya à l'époque des eaux basses; il avait pu, par conséquent, en étudier le courant :

"D'après mes observations, dit-il, je suis porté à croire, que, dans le passé, les eaux de la Rivière Rouge et du Mississipi ne se mêlaient pas. Il n'y a qu'à examiner les rives des deux rivières et la couleur des strats ainsi que la position des deux courants, pour voir la vérité sur ce que l'Atchafalaya a été, à une époque reculée, la continuation de la Rivière Rouge.

"La rapidité du courant de l'Atchafalaya et la quantité d'eau qui y tombe du Mississippi sont presqu'incroyables.

"On a cru, généralement, que le barrage, ou amas de bois qui bouche cette rivière, empêche l'eau du Mississippi de s'en échapper. C'est une erreur. On s'en aperçoit en jetant les yeux sur la carte.

"La distance, de la tête du barrage, est de 27 milles, et le courant est extrêmement rapide. Par suite de l'inclinaison du plan sur lequel roule l'Atchafalaya et de l'imperméabilité ilréalible donnée au torrent, par les matières qu'il entraîne à son cœur; le masse des flots de cette rivière n'est nullement; diminuée par le barrage.

"Il y a, maintenant, à peu près trente ans que la première barre s'est formée. Les obstructions de l'Atchafalaya datent de 1778, et elles n'ont fait que s'accroître depuis. La masse des bois s'élève et s'abaisse avec l'eau toutes les saisons, elle se maintient à une même élévation au-dessus de la surface. Est-il possible d'enlever ce barrage? C'est ce que l'on ne sait pas; mais l'ouverture de cette rivière ferait un bien considérable à la Louisiane et aux Etats de l'Ouest."

Le *Democrat*, Donaldsonville, paroisse Ascension, du 14 février :

Nous devons à l'obligeance du capt. Joseph Gonzales les chiffres intéressants qui suivent sur la récolte de coton, dans le 7me "ward" de notre paroisse, l'an dernier.

J. A. Gonzales	282 balles.
Guedry et Thompson	232 "
V. A. Gauthreau	220 "
Solomon Harman	20 "
Vendues pour semence par différents particuliers	100 "
Total	954 balles

Nous donnerons, prochainement, un tableau de la récolte du 8me ward.

—Décédée, sur l'habitation Island, paroisse Iberville à l'âge de 40 ans, Magdalena Menck, femme de Wm Rogge.

—Mariés, M. C. Rome à Mlle Rebella Ontre; Just Jambois à Mlle M. Elda Brokhoff;

M F. Landry à Mlle M. Ayrand;
M. Arth. Melançon à Mlle S. Mayer.

Le *Bulletin*, Markesville, paroisse Avoyelles, du 14 février :

Dans la soirée de jeudi dernier, vers les neuf heures, la neige a commencé à tomber en larges flocons ; la terre en a été bientôt couverte, mais la pluie est survenue, ce qui l'a fait fondre assez rapidement. Ce matin, il n'en restait presque plus trace.

—Sur le Bayou Bœuf, on va semer du coton et du maïs, mais du coton avant tout. Nous croyons que l'on ferait mieux de donner la préférence au maïs, à l'heure; cela nous permettrait d'élever plus de bétail et nous en tirerions plus de bénéfice que de nos champs de coton.

La *Sentinelle*, Thibodaux, paroisse Lafourche, du 14 février :

La crevasse Barilleaux, sur la rive gauche du bayou, a actuellement de belles proportions. L'eau qui s'échappe par la brèche n'a pas cessé de grande diminuer jusqu'à présent, mais les habitants d'alentour redoutent une nouvelle crue, et si elle arriva, il est très probable que toute la section sera sous l'eau. Quant à présent, le niveau de l'eau du Bayou n'inspire aucune crainte d'un nouveau désastre. Sur tous les points où les levées n'offrent pas une garantie sérieuse, les habitants, sous la surveillance des inspecteurs, s'empressent de les fortifier.

—Pendant la semaine, après deux jours de beau temps, nous avons eu deux fortes gelées ; depuis, la température n'est un peu radoucie, mais le temps reste couvert dans la journée et il pleut la nuit.

—Dans la semaine qui vient de s'écouler, il y a eu deux décès : celui de Nemours Lasseigne, fils de Léonard Lasseigne, décédé, dimanche dernier, à l'âge de 20 ans, et celui de Charles F. Gaudé, décédé, jeudi soir, à l'âge de 64 ans, 7 mois et 23 jours. Leurs funérailles ont eu lieu au cimetière de l'église catholique St-Joseph.

L'*Entreprise*, Nouvelle Ibérie, paroisse Ibérie, Louisiane, du 14 février :

Le "Ladies Aid Association" a envoyé, à l'Exposition de la Nouvelle-Orléans, des ouvrages de fantaisie faits à l'aiguille ; un assortiment de couvertures de laine et des échantillons de cotonnade confectionnées par les mains habiles des dames soeilonnes des Attakapas. Ces articles seront exhibés au département des dames.

—Alexandre Chouteau, fils de M. Joseph Chouteau, âgé de 18 ans, est mort subitement, jeudi matin, à Lorsanville. Nous sympathisons à la douleur de ce père affligé.

M. Bélizaire Landry, vieillard estimé, et le père de M. Ernest Landry, est décédé à 9 heures A. M., jeudi dernier à Patoutville âgé de 76 ans. Le jour précédent, la même famille était affligée par la mort subite de M. James Edward Albert, beau-fils de M. Bélisaire Landry. Nous présentons aux parents affligés nos compliments de condoléance.

Les rapports de l'Eglise et de l'Etat, en France.

La question des rapports de l'Etat et de l'Eglise est encore venue hier—dit le *Temps* du 3 février—devant la Chambre à propos du budget extraordinaire. Si elle a été soulevée par M. Paul Bert d'une façon assez intempestive et avec une âpreté de zèle que le temps irrite au lieu d'adoucir, elle a été discutée par M. le garde des sceaux, ministre des cultes, et par M. Goblet avec tant de sens pratique, un tel esprit d'équité, une si grande fermeté de raison, et le vote qui a clos le débat avec une majorité de plus de cent voix a été si politique et si décisif qu'en en félicitant sincèrement la Chambre et le gouvernement nous serions presque aussi tentés de féliciter M. Paul Bert de l'avoir provoqué.

Que pourrait-il donc cet honorable député? Rien d'autre qu'une application de plus de sa fameuse théorie du Concordat strictement exécuté : enlever à l'Eglise tout ce que la loi de 1802 ne fait pas à l'Etat une obligation explicite de lui donner. A l'occasion du budget extraordinaire, M. Paul Bert avait songé aux biens domaniaux affectés au service du clergé; il proposait de remettre à la disposition de l'Etat tous ceux de ces immeubles dont l'affectation aux besoins du culte n'est point concordataire, et, comme le ministre le pressait de spécifier, il a nommé, entre autres, les bâtiments où sont logés les grands séminaires et les palais où sont logés les évêques. D'après M. Paul Bert, l'Etat n'est pas tenu de fournir ces logements. En expulsant les séminaristes et les évêques de leurs maisons, loin de violer le Concordat, le gouvernement ne fera que le confirmer en s'y montrant fidèle.

Nous ne discutons pas loi la question juridique, bien qu'elle ne soit pas aussi simple que le croit M. Paul Bert, comme M. le garde des sceaux l'a démontré.

Ce que nous admirons en ce moment, c'est cette sollicitude pour l'exécution intégrale du Concordat chez les hommes qui, en même temps qu'ils l'invoquent, avouent que leur principal souci est de le rendre intolérable et de le rompre. Entre leur argumentation et leur dessein, il y a une telle contradiction que s'il faut prendre l'un au sérieux, l'autre ne paraît plus qu'une ruse de procureur. M. Goblet l'a dit avec une rude franchise quand, en parlant de cette étrange manière de marcher vers la séparation de l'Etat et des Eglises, il l'a condamnée au nom de l'équité et de la logique, comme une façon "oblique ou détournée." Non vent de cette solution, pourquoi n'y pas aller tout droit? Pourquoi se donner la vaine apparence de défendre le Concordat? Pourquoi instrumenter au nom d'un traité de paix contre un adversaire à qui l'on déclare la guerre? M. Paul Bert a pu s'étonner de voir sa proposition rencontrer hier si peu de succès. N'est-elle pas de même nature que bien d'autres acceptées pourtant par la Chambre dans la récente discussion du budget des cultes?

N'est-ce pas un vertu de la même logique mise au service de la même exégèse qu'on a supprimé le traitement des chanoines et les bourses des séminaires? Pourquoi donc ne lui a-t-on pas fait le même accueil? La raison en est simple. La méthode judaïque de pratiquer le Concordat imaginée par M. Paul Bert, c'est le passage assez facile au début. Tant qu'il ne s'agit que de détail, on la juge de bonne guerre et l'on rit même d'avoir trouvé un si commode manteau pour couvrir une politique de représailles. Malheureusement la méthode s'use en s'appliquant : elle devient chaque jour moins aisée que la veille. La bonne tradition qu'elle implique éclate ouvertement. Ceux qui la connaissaient sont obligés de confesser que leur interprétation du Concordat n'a d'autre but que de le rendre impossible. A ce point, ce n'est plus une question d'économie qui se pose, c'est une question de politique générale, la plus grave et la plus brûlante de toutes: la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Telle est nécessairement la tournure qu'a prise hier le débat à la Chambre à la suite des discours de MM. Martin-feuillée et Goblet, et de la réplique même de M. Paul Bert; c'est sur la suppression de la mainmise du Concordat que la Chambre en définitive a été appelée à voter. Elle a montré qu'elle repoussait également et la politique de guerre ouverte que prêche l'extrême gauche et la méthode de guerre sourde que recommande M. Paul Bert. Nous sommes bien convaincus qu'un fond sûr va venir la paix, une paix loyale et des deux parts sincère.

Ce que nous voudrions seulement, c'est qu'elle exprimât toujours cette intention dénuée de réticences qu'elle l'a fait par son vote d'hier et ne permît jamais à personne de s'y méprendre.

La *République Française* :

M. Thiers a eu bien raison de dire qu'une restauration, en tout pays, est la pire des révolutions. Nous en avons fait la dure expérience à diverses reprises, et c'est bien fini : nous avons mieux à faire à présent, et l'on ne peut que s'étonner de l'étrange persistance avec laquelle les écrivains de la réaction méconnaissent le sentiment universel et profond qui s'est emparé de la France après tant d'épreuves, lorsqu'elle s'est séparée pour toujours de la monarchie et confiée à la République. Cette persistance aveugle ne peut s'expliquer que par l'irrémédiable décadence des anciens partis. Ils continuent à s'appeler conservateurs et prétendent que bonleversement et catastrophes. Une telle contradiction les juge. Aussi le pays ne se lasse pas de les désespérer, de les repousser. Il les abandonne à leur folie monarchique, sachant bien qu'il en est lui-même définitivement guéri. Plus il s'éloigne d'eux, plus ils crient fort pour le ramener : c'est la destinée inévitable de ceux qui ont perdu toutes chances d'échapper aux conséquences d'un arrêt sans appel. Ils se lamentent, se désespèrent, maudissent leurs juges, outragent la vérité et les lois, et tout cela, en pure perte : il faut que leur sort s'accomplisse! Ne vaudrait-il pas mieux pour eux se résigner mourir du moins avec quelque dignité?

Un grand journal de Paris nous annonce que les adversaires du scrutin de liste ont conçu, le 2 février, un premier échec qui ne laisse pas d'être significatif. On sait, ajoute l'organe de la capitale, qu'ils avaient médité de reconcilier les adhésions inavouées par le mystère inviolable du scrutin secret. Sur une proposition du député appartenant à divers groupes de la gauche, le principe même du scrutin secret a été effacé du règlement à l'unanimité des votants, moins trois, qui, sur la séance, ne sont trouvés n'être plus que huit. On peut regretter, sûrement, qu'on modifie une règle permanente en vue d'un fait accidentel, mais ce n'est pas pour le moment la question : il s'agit du scrutin de liste et des efforts qui se font pour l'empêcher; on était arrivé, par des entretiens de couloirs et par des racontars de journaux, à faire croire qu'il était perdu, tout au moins compromis. Le vote du 2 février montre ce qu'il faut penser de ces prophéties intéressées : sans doute tous les adversaires du scrutin secret ne sont pas des partisans du scrutin de liste, mais ceux d'entre eux qui restent fidèles à l'arrondissement ont le courage de leur opinion et ils ne doivent plus compter sur les indécis, sur les hésitants, disons le mot, sur les lâches, qu'il ne faut pas considérer comme une quantité négligeable dans les assemblées.

L'*Univers*, de Paris, annonce que, par nomination de M. Sinmpf, coadjuteur de l'évêque de Strasbourg, l'abbé Richlin a été appelé à la direction de la paroisse de Bernhaupt-le-Haut, près de Cernay. M. Richlin avait été pendant quinze ans, rédacteur en chef de l'*Union d'Alsace-Lorraine* qui a été supprimée. Il y a quelque mois, par un arrêté du stathalter, pris en vertu de ses pouvoirs dictatoriaux.

Le Propagateur de Rome envoyé prochainement à ses frais deux capucins italiens à Assab ; elle en enverra également d'autres sur tous les points où l'Italie s'établiera.

Nous lisons, dans le *Temps*, du 5 février :

Les Italiens se sont donné plus de peine qu'il n'était nécessaire pour disséminer les annexions qu'ils se préparent à accomplir. Personne, en les voyant se rangeant d'une manière si empressée à la politique britannique, n'a douté qu'ils n'eussent en vue quelque avantage à en recueillir. Personne, en voyant leurs vaisseaux appareiller pour la mer Rouge, n'a douté que dernière Assab ne se dissimulât Massouah. Et nous pouvons ajouter: Personne, en les entendant dire aujourd'hui qu'il ne s'agit que d'aider l'Angleterre dans son occupation temporaire de l'Egypte, ne doute que les Italiens ne soient bien résolus à garder ce qu'ils auront pris. Pourquoi, d'ailleurs, tant de précautions et de dénégations? Si l'Italie, comme nous sommes persuadés qu'elle le fera, respecte, dans la mer Rouge ou dans le golfe d'Aden, les droits déjà acquis, qui ne sera tenté de trouver mauvais qu'elle ait cherché à son tour quelque territoire à occuper sur cette côte d'Afrique où tous les Etats européens semblent aujourd'hui se donner rendez-vous. Non seulement on ne s'en étonnera point, mais on sera disposé et à féliciter l'Italie de ses acquisitions et à se féliciter soi-même qu'elle ait enfin trouvé un débouché pour l'activité de ses nationaux et une satisfaction pour les besoins d'agrandissement qui la travaillaient. Ce n'était pas sans une certaine inquiétude qu'on la voyait se livrer enseignement consulter la carte d'Europe, si impatiemment apporter les limites que lui imposaient l'Autriche dans l'Adriatique et la France sur la côte barbaresque, et successivement peser les risques d'une entreprise sur Tripoli. L'Italie, maîtresse du port principal de la mer Rouge, aura tout ensemble une possession assez importante pour flatter son amour-propre, et des difficultés d'établissement assez grandes pour occuper ses efforts et concentrer ses ambitions. C'est le Soudan oriental tout entier qui va s'ouvrir à son esprit d'entreprise, mais c'est en même temps de longues luttes avec l'Abyssinie qui vont commencer. Les Italiens, qu'ils veuillent ou soient certains, auront pour eux les vœux de toute l'Europe dans l'œuvre de civilisation dont ils prennent aujourd'hui si courageusement les charges, et dont ils retireront, dans tous les cas, pour eux-mêmes des avantages de virilité et de dignité. Ils ont été fâchés qu'ils continuassent à quêter des alliances, et, dans ces alliances, à chercher quelles rançons ils pouvaient se satisfaire, quelle conquête ils pouvaient espérer. Les voilà qui ont enfin pris leur parti; Berlin était trop loin, Vienne ne rendait pas les visites. Eh bien, ils ont laissé là Vienne et Berlin, et ils suivront désormais l'étoile de l'Angleterre, une puissance maritime, d'ailleurs, une puissance méditerranéenne, et, par conséquent, voisine de l'Italie. Notre avis est que les Italiens ont bien fait.

L'administration de la marine française a pris, depuis plusieurs mois, des mesures importantes afin d'assurer la ravitaillement des bâtiments de guerre français et des transports de Suez à Saïgon. Des dépôts de charbon ont été créés Obock, à Mahé et Pondichéry, de telle sorte qu'elle n'est plus tributaire des ports anglais.

Obock remplace l'escale d'Aden; Mahé dans la mousson du nord-est, et Pondichéry, dans la mousson du sud-ouest, remplacent l'escale de Colombo. Ces mesures prises, à propos des difficultés dont les Anglais menacent la France depuis longtemps, resteront en vigueur après que la campagne de Chine sera terminée, au grand avantage du commerce français qui aura à approvisionner les dépôts, et des colonies françaises, qui profiteront du mouvement qu'entraîne le passage de nombreux bâtiments de guerre et de commerce.

Obock a pu délivrer dernièrement au transport le *Tonkin* charbon, eau, boucha, moutons et légumes en abondance.

Mahé est gratuité de façon à livrer 250 tonnes de charbon par jour. Avec quelques travaux sans importance, les bâtiments pourront y charger aussi rapidement que dans les ports anglais.

A Singapour, les autorités britanniques ont mis en vigueur l'*Enlistment Act* et ne permettent aux bâtiments français que de prendre la quantité de charbon nécessaire pour aller jusqu'à Saïgon. C'est une mesure qui n'est que vexatoire. Elle a, au surplus, cet effet qu'elle n'entend pas en dehors de Singapour, et, comme les mouillages sont nombreux dans le détroit de Malacca, rien n'est plus facile que de réunir sur des chalands, en dehors des eaux anglaises, le charbon nécessaire pour ceux des bâtiments français dont le passage est signalé par le télégraphe.

D'autre part, l'approvisionnement de l'escadre de l'amiral Courbet est assuré par des mesures prises depuis de longues dates et par des mesures prises directement par l'administration de la marine. Comme on le voit, le résultat immédiat des restrictions imposées par le gouvernement anglais est que Singapour ne sera plus désormais, pendant de durée de la guerre de Chine; aussi on ne sera pas étonné d'apprendre que les mesures prescrites par lord Derby eaucent un grand mécontentement à Hong Kong et à Singapour.

Entre avocats.

—Vous savez que notre confrère L... vient de mourir?

—Et qui est chargé de lui *intenter* une oraison funèbre?

Extrait d'un roman à la mode :

"Elle avait défait sa coiffure. Et ses nattes tombaient sur celles de Chine, etc....."

Ulcères et Catarrhes Chroniques.

Mme Christian Zolle, de Carondelet, St-Louis, Missouri, Agée de soixante-sept ans, avait la jambe un ulcère chronique qui souiait depuis quarante-trois ans. Pour nous servir de son langage "elle avait essayé tous les médecins" sans obtenir le moindre soulagement. Deux de ces derniers, rangés parmi les plus éminents, lui conseillèrent, comme unique moyen de sauver sa vie, de faire amputer la jambe malade au-dessous du genou. Elle souffrait d'une démangeaison insupportable, que remplaçait bientôt une douleur cuisante, de telle sorte qu'elle ne comptait plus que sur la mort pour la délivrer de ses tortures. Il lui était impossible de dormir ni de se reposer. Le 21 mars de la présente année, elle commença à employer le PERUNA du Dr Hartman, et aujourd'hui la jambe est parfaitement guérie; la vieille dame dit qu'elle a plus dormi pendant les trois derniers mois qu'elle ne l'avait fait durant les quarante-trois ans précédentes.

Mlle Alice Brady, d'Est St-Louis, Illinois, souffrait depuis cinq ans d'une ophtalmie catarrhale. Le 27 avril, elle se confia aux soins du Dr Hartman. Pendant toute l'année précédente, elle avait été soignée par deux des meilleurs oculistes de la ville, mais tous leurs efforts avaient échoué. Après avoir été soignée par le Dr Hartman, qui employait le PERUNA, ses yeux étaient presque entièrement guéris, et, selon ses propres paroles, ce dernier a fait plus pour elle dans ce court espace de temps que les oculistes pendant toute cette année. L'agent vaincueur est, bien entendu le PERUNA.

Mlle Annie Baker, First Avenue, Milwaukee, écrit : "C'est avec le plus vif plaisir que je recommande le PERUNA. Je souffrais de l'asthme depuis des années. On m'engagea à essayer le PERUNA. Ce médicament m'a promptement soulagée, et j'usage que je continue à en faire rend les accès de moins en moins fréquents. Je suis persuadée maintenant que je serai bientôt complètement guérie."

Walker Brothers, pharmaciens, Batavia, O, écrivent :

"Dr S. B. Hartman, Columbus, Ohio.—Cher Monsieur—Il y a environ deux semaines, j'ai eu connaissance d'un cas tout particulier, et après quelques questions posées à la malade, j'ai compris qu'il s'agissait d'un fort mauvais catarrhe de l'estomac qui durait depuis dix ans. La pauvre femme avait consulté tous les médecins qu'elle avait pu voir. Je la décidai à essayer votre PERUNA et votre MANALIN. Elle avait des spasmes tous les trois ou quatre jours; ils cessèrent à la cinquième dose, et ils ne sont plus depuis revenus."

W. M. Grimth, Ashland, Ky., écrit: "Les grands résultats qui s'étaient déclarés il y a quinze mois sont complètement guérit. L'enfiure, la douleur et la démangeaison ont diminué, la jambe est guérie, et je suis parfaitement bien. Le PERUNA est un merveilleux remède."

Madrid, 4 février, 9 h. 20.

Le ministre des affaires étrangères a déposé, hier, à la Chambre le projet de loi autorisant le gouvernement à accorder aux importations anglaises le traitement de la nation la plus favorisée dès que le Parlement anglais aura fait des concessions sur l'échelle alcoolique des vins.

Le projet autorise en outre l'ouverture de négociations en vue d'obtenir de plus amples concessions aux vins espagnols en échange de certaines modifications des tarifs espagnols qui infligent des droits élevés aux produits de l'industrie britannique, notamment aux tissus de lins.

Ce traité pourra être dénoncé à partir du 30 juin 1887, et n'est pas applicable aux îles de Cuba et de Puerto-Rico.

Le ministre a donné lecture d'un autre projet de loi destiné à calmer les protectionnistes de la Catalogne. Ce projet suspend indéfiniment les réductions des droits d'importation qui devaient avoir lieu en 1887 et 1892, pour les ramener au maximum fiscal de 15 0,0, conformément aux lois de 1869 et de 1882.

Dans le préambule du projet, il est dit que cet arrêt, dans la voie du libre-échange, est indispensable pour protéger l'industrie nationale et pour donner au gouvernement une plus grande liberté d'action dans la négociation des futurs traités de commerce.

Dans la presse libérale, ces deux projets de loi sont vivement critiqués.

Veut on savoir ce que la pharmacie centrale de l'Assistance publique emploie de drogues et médicaments en produits divers dans une année pour le service des hôpitaux et hospices de Paris?

24,000 kilogrammes de racine de réglisse; 15,000 de quinquina; 80,000 de graine de lin; 6,000 de graine de moutarde; 15,000 d'huile de foie de morue; 20,000 de glycérine; 3,000 d'eau de fleurs d'oranger.

250 kilogrammes d'opium; 2,000 de bromure de potassium; 50 de nitrate d'argent; 1,000 de sous-nitrate de bismuth; 60 de sulfate de quinine; 12,000 d'acide phénique; 10,000 de chloral.

Citrons encore 30,000 citrons frais et 40,000 sangsues.

Un souvenir assez piquant sur M. Michel Renaud, le sénateur des Basses-Pyrénées qui vient de mourir.

Bien que républicain assez avancé, M. Michel Renaud croyait au *fond* en Dieu comme disait un de ses collègues qui rapportait à l'appui le trait suivant :

Nommé député en 1871, M. Michel Renaud arrive à Versailles et loue un appartement au prix de 150 francs par mois.

Comme il paie d'avance, le propriétaire lui demande s'il veut un reçu.

A quoi bon entre honnêtes gens, fait le naïf député. Dieu nous voit.

—Vous croyez donc au Dieu?

—Certainement, et vous?

—Moi, je n'y crois pas.

—Alors, donnez-moi bien vite une quittance.

La comtesse de Cambacérès, morte récemment, était fille du maréchal Davout, et par conséquent cousine germaine du général Davout, duc d'Auerstaët. Une de ses petites-filles n'est plus tributaire des ports anglais.

Obock remplace l'escale d'Aden; Mahé dans la mousson du nord-est, et Pondichéry, dans la mousson du sud-ouest, remplacent l'escale de Colombo. Ces mesures prises, à propos des difficultés dont les Anglais menacent la France depuis longtemps, resteront en vigueur après que la campagne de Chine sera terminée, au grand avantage du commerce français qui aura à approvisionner les dépôts, et des colonies françaises, qui profiteront du mouvement qu'entraîne le passage de nombreux bâtiments de guerre et de commerce.

Obock a pu délivrer dernièrement au transport le *Tonkin* charbon, eau, boucha, moutons et légumes en abondance.

Mahé est gratuité de façon à livrer 250 tonnes de charbon par jour. Avec quelques travaux sans importance, les bâtiments pourront y charger aussi rapidement que dans les ports anglais.

A Singapour, les autorités britanniques ont mis en vigueur l'*Enlistment Act* et ne permettent aux bâtiments français que de prendre la quantité de charbon nécessaire pour aller jusqu'à Saïgon. C'est une mesure qui n'est que vexatoire. Elle a, au surplus, cet effet qu'elle n'entend pas en dehors de Singapour, et, comme les mouillages sont nombreux dans le détroit de Malacca, rien n'est plus facile que de réunir sur des chalands, en dehors des eaux anglaises, le charbon nécessaire pour ceux des bâtiments français dont le passage est signalé par le télégraphe.

D'autre part, l'approvisionnement de l'escadre de l'amiral Courbet est assuré par des mesures prises depuis de longues dates et par des mesures prises directement par l'administration de la marine. Comme on le voit, le résultat immédiat des restrictions imposées par le gouvernement anglais est que Singapour ne sera plus désormais, pendant de durée de la guerre de Chine; aussi on ne sera pas étonné d'apprendre que les mesures prescrites par lord Derby eaucent un grand mécontentement à Hong Kong et à Singapour.

Entre avocats.

—Vous savez que notre confrère L... vient de mourir?

—Et qui est chargé de lui *intenter* une oraison funèbre?

Extrait d'un roman à la mode :

"Elle avait défait sa coiffure. Et ses nattes tombaient sur celles de Chine, etc....."

Ulcères et Catarrhes Chroniques.

Mme Christian Zolle, de Carondelet, St-Louis, Missouri, Agée de soixante-sept ans, avait la jambe un ulcère chronique qui souiait depuis quarante-trois ans. Pour nous servir de son langage "elle avait essayé tous les médecins" sans obtenir le moindre soulagement. Deux de ces derniers, rangés parmi les plus éminents, lui conseillèrent, comme unique moyen de sauver sa vie, de faire amputer la jambe malade au-dessous du genou. Elle souffrait d'une démangeaison insupportable, que remplaçait bientôt une douleur cuisante, de telle sorte qu'elle ne comptait plus que sur la mort pour la délivrer de ses tortures. Il lui était impossible de dormir ni de se reposer. Le 21 mars de la présente année, elle commença à employer le PERUNA du Dr Hartman, et aujourd'hui la jambe est parfaitement guérie; la vieille dame dit qu'elle a plus dormi pendant les trois derniers mois qu'elle ne l'avait fait durant les quarante-trois ans précédentes.

Mlle Alice Brady, d'Est St-Louis, Illinois, souffrait depuis cinq ans d'une ophtalmie catarrhale. Le 27 avril, elle se confia aux soins du Dr Hartman. Pendant toute l'année précédente, elle avait été soignée par deux des meilleurs oculistes de la ville, mais tous leurs efforts avaient échoué. Après avoir été soignée par le Dr Hartman, q